



**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

*COMPAGNIE DES EAUX DE ROYAN*  
*Société Anonyme*  
**Rapport du commissaire aux comptes sur les  
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020  
**COMPAGNIE DES EAUX DE ROYAN**  
Société Anonyme  
13, rue Paul Emile Victor -17640 Vaux-sur-mer  
*Ce rapport contient 37 pages*  
Référence : BdN-21-2-50

KPMG S.A.  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Limited, une société de droit anglais  
(« private company limited by guarantee »)

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance  
Inscrite au Tableau de l'Ordre  
à Paris sous le n° 14-30080101  
et à la Compagnie Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Versailles et du Centre

Siège social  
KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100€  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne  
FR 77 775 726 417



**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **COMPAGNIE DES EAUX DE ROYAN** **Société Anonyme**

13, rue Paul Emile Victor - 17640 Vaux-sur-mer

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'attention de l'Assemblée Générale,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COMPAGNIE DES EAUX DE ROYAN S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Les informations relatives aux délais de paiement présentées dans le rapport de gestion ne comportent pas le nombre de factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture de l'exercice, contrairement à ce que prévoit l'article D. 441-6 du Code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, cette information n'étant pas disponible dans les systèmes d'information actuels de votre société.

***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 8 juin 2021

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Bertrand de Nucé  
*Associé*

**CER**

**CIE DES EAUX DE ROYAN**

**13 Rue Paul Emile Victor**

**17640 VAUX SUR MER**

**Comptes au 31/12/2020**

**- SOMMAIRE -****BILAN**

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4

**COMPTE DE RESULTAT**

Compte de résultat - Partie 1	6
Compte de résultat - Partie 2	7

**REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS**

Règles et méthodes comptables	9
Faits significatifs	13

**INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT**

Actif immobilisé	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Relations avec les entreprises liées	18
Charges à payer et produits à recevoir	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Echéances des créances et dettes	21
Impositions différées	22
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	23
Composition du capital social	24
Variation des capitaux propres	25
Ventilation du chiffre d'affaires	26

**ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

Effectif moyen	29
Engagements hors bilan	30
Résultat des 5 derniers exercices	31

**DETAIL DES COMPTES**

Comptes d'actif	33
Comptes de passif	39
Comptes de produits	44
Comptes de charges	47

**BILAN**

## Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	49 073	44 345	4 728	15 684
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	80 060	6 307	73 753	57 240
Constructions	819 670	771 840	47 830	63 039
Installations techniques, matériel, outillage	2 796 552	2 430 109	366 443	284 790
Autres immobilisations corporelles	3 434 831	2 689 228	745 603	749 164
Immobilisations en cours	484 439		484 439	115 500
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	159 147		159 147	159 147
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 870		4 870	4 870
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 828 641</b>	<b>5 941 829</b>	<b>1 886 812</b>	<b>1 449 435</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	256 325		256 325	484 053
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	50 643		50 643	31 652
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	19 376 222	554 784	18 821 438	20 248 414
Autres créances	12 574 342		12 574 342	9 923 572
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : )				
Disponibilités	213 702		213 702	47 566
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	708 861		708 861	1 085 189
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>33 180 095</b>	<b>554 784</b>	<b>32 625 311</b>	<b>31 820 446</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>41 008 736</b>	<b>6 496 613</b>	<b>34 512 123</b>	<b>33 269 881</b>

## Bilan Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel ( dont versé : 1 792 000 )	1 792 000	1 792 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	179 200	179 200
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )	1 750 000	1 750 000
Report à nouveau	1 193 898	811
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>534 527</b>	<b>1 193 087</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>5 449 626</b>	<b>4 915 098</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	56 972	57 285
Provisions pour charges	499 676	509 653
<b>PROVISIONS</b>	<b>556 649</b>	<b>566 937</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 338
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	10 265 601	9 581 867
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 154 178	4 715 444
Dettes fiscales et sociales	4 300 285	4 368 653
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	602 719	159 421
Autres dettes	10 173 758	8 946 076
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	9 307	2 046
<b>DETTES</b>	<b>28 505 849</b>	<b>27 787 845</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 512 123</b>	<b>33 269 881</b>

**COMPTE DE RESULTAT**

## Compte de résultat - Partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	17 826 023		17 826 023	19 012 007
Production vendue de services	7 648 706		7 648 706	9 879 232
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>25 474 729</b>		<b>25 474 729</b>	<b>28 891 239</b>
Production stockée				
Production immobilisée			174 321	264 878
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 601 537	2 519 704
Autres produits			138 527	87 942
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>27 389 115</b>	<b>31 763 762</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			101	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			225 829	417 886
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			227 728	-39 279
Autres achats et charges externes			21 983 784	24 113 605
Impôts, taxes et versements assimilés			219 720	324 343
Salaires et traitements			2 201 187	2 485 027
Charges sociales			894 038	1 079 215
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			364 167	559 647
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			66 624	724 700
Dotations aux provisions			62 428	80 046
Autres charges			205 465	255 182
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>26 451 071</b>	<b>30 000 373</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>938 044</b>	<b>1 763 390</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			6 414	4 998
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>6 414</b>	<b>4 998</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2	39
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>2</b>	<b>39</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>6 412</b>	<b>4 958</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>944 456</b>	<b>1 768 348</b>

## Compte de résultat - Partie 2

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15 825	3 125
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>15 825</b>	<b>3 125</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	105 568	21 942
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 878	51 565
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>110 446</b>	<b>73 507</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-94 621</b>	<b>-70 382</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	94 016	146 915
Impôts sur les bénéfices	221 291	357 964
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>27 411 354</b>	<b>31 771 885</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>26 876 827</b>	<b>30 578 798</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>534 527</b>	<b>1 193 087</b>

**REGLES, METHODES ET  
FAITS SIGNIFICATIFS**

# PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
  - Indépendance des exercices,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

## MÉTHODES D'ÉVALUATION

### *Immobilisations Incorporelles*

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Il est également inscrit dans ce poste, les sommes versées aux collectivités, en contrepartie des redevances exploitation. Ces sommes sont amorties sur la durée des contrats restant à courir.

### *Immobilisations Corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

#### Durée de vie :

<i>Constructions</i>	<i>20 ans</i>
<i>Agencements</i>	<i>10 ans</i>
<i>Compteurs</i>	<i>10 ans</i>
<i>Outillage d'exploitation</i>	<i>4 ans</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>4 à 6 ans</i>
<i>Véhicules spécialisés</i>	<i>5 ans</i>
<i>Micro-informatique</i>	<i>3 ans</i>
<i>Matériel de bureau</i>	<i>5 ans</i>
<i>Mobilier de bureau</i>	<i>10 ans</i>

#### Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Télé Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

***Production immobilisée***

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

- Les dépenses directes :
  - achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
  - frais de personnel (charges incluses)
  - impôts et taxes
  - services extérieurs directement liés à la production
- Les prestations internes directement liées à la production.
- Les charges à payer (factures non parvenues, etc....) et/ou charges constatées d'avance.
- Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc....) ou charges constatées d'avance.
- Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

***Amortissements***

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondent, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

***Amortissements Exceptionnels***

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

***Immobilisations Financières***

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

***Provisions réglementées***

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur. Ces provisions réglementées concernent essentiellement les amortissements dérogatoires et la provision pour investissement liée à l'application d'une formule dérogatoire pour le calcul de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

***Provisions pour Risques et Charges***

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

- Provision pour renouvellement
- Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
- Provision pour travaux d'entretien différé
- Provision pour litiges
- Provision pour amendes et pénalités
- Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
- Provision pour amortissements de caducités
- Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
- Autres provisions pour Risques et Charges

**Provisions pour Renouvellement**

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1 - Le programme : le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.

2 - Le compte : le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens.

En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.

D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3 - La garantie : le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte.

Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

**Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008**

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx - Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

**Provisions pour Pertes à Terminaison**

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison.

Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégagement de la marge négative au stade.

**Provisions pour avantages au personnel**

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté. La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation.

Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

### ***Dépréciation des éléments d'actif***

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

*Dépréciation des immobilisations*

*Dépréciation des créances rattachées à des participations*

*Dépréciation des stocks*

*Dépréciation des créances*

*Etc...*

### ***Evaluation des stocks***

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

### ***Travaux d'entreprise***

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode à l'avancement.

Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

## **CONSOLIDATION**

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenus ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

## **FAITS SIGNIFICATIFS**

### **Contexte Covid-19**

Dans le contexte sanitaire lié à la Covid-19, le groupe Saur - auquel la société appartient - a continué d'assurer tout au long de 2020 sa mission essentielle d'acteur de la gestion de l'eau.

Les mesures de confinement et restrictions qui se sont succédé en 2020 n'ont pas impacté significativement l'activité de la société.

L'activité travaux a cependant connu une réduction de son volume d'affaires lors du premier confinement, avec selon les zones une baisse de chiffre d'affaires de près de 10%.

A noter que le recours au chômage partiel est intervenu lorsque nécessaire sur certaines activités isolées et uniquement lors du premier confinement du printemps 2020.

**INFORMATIONS SUR LE  
BILAN ET LE RESULTAT**

## Actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	49 073		
Terrains	63 422		16 638
<b>Dont composants</b>			
Constructions sur sol propre	514 988		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	304 682		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 792 246		188 787
Installations générales, agenc., aménag.	1 190 437		
Matériel de transport	2 374 743		231 671
Matériel de bureau, informatique, mobilier	104 044		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	115 500		483 939
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>7 460 063</b>		<b>921 034</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	159 147		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	4 870		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>164 017</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 673 152</b>		<b>921 034</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>			49 073	
Terrains			80 060	
Constructions sur sol propre			514 988	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			304 682	
Installations techn., matériel et outillages ind.		184 482	2 796 552	
Installations générales, agencements divers		291 666	898 771	
Matériel de transport		174 398	2 432 017	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			104 044	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	115 000		484 439	
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>115 000</b>	<b>650 546</b>	<b>7 615 551</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			159 147	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			4 870	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			<b>164 017</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>115 000</b>	<b>650 546</b>	<b>7 828 641</b>	

## Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	33 389	10 956		44 345
Terrains	6 182	125		6 307
Constructions sur sol propre	457 977	13 377		471 354
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	298 654	1 832		300 486
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 507 456	102 644	179 992	2 430 109
Installations générales, agenc. et aménag. divers	582 838	160 994	291 666	452 166
Matériel de transport	2 246 177	70 443	174 398	2 142 221
Matériel de bureau et informatique, mobilier	91 045	3 795		94 841
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 190 329</b>	<b>353 211</b>	<b>646 055</b>	<b>5 897 484</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 223 718</b>	<b>364 167</b>	<b>646 055</b>	<b>5 941 829</b>

## VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	
<b>FRAIS ETBL AUT. INC.</b>							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>							
<b>Acquis. titre</b>							
<b>TOTAL</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges	57 285	6 141	6 453	56 972
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	99 767		929	98 838
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	359 800	46 274	57 083	348 991
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	50 086	10 013	8 252	51 847
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>566 937</b>	<b>62 428</b>	<b>72 717</b>	<b>556 649</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	779 991	67 012	292 219	554 784
Autres dépréciations				
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>779 991</b>	<b>67 012</b>	<b>292 219</b>	<b>554 784</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 346 928</b>	<b>129 440</b>	<b>364 935</b>	<b>1 111 433</b>
Dotations et reprises d'exploitation		129 052	364 935	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		388		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

## Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Prêts	
Autres	
<b>CREANCES</b>	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	571 435
Autres créances	9 977 002
Capital souscrit appelé, non versé	
<b>PASSIF</b>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 714
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	126 446
<b>ELEMENTS FINANCIERS</b>	
Produits de participation	
Autres produits financiers	6 414
Charges financières	
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	

## Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 154 178	2 464 403
Dettes fiscales et sociales	4 300 285	963 270
Autres dettes d'exploitation	10 167 961	
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	602 719	601 291
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	5 797	
<b>TOTAL TTC</b>	<b>18 230 941</b>	<b>4 028 964</b>
<b>A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir</b>		<b>(474 288)</b>
<b>TOTAL HT</b>	<b>18 230 941</b>	<b>3 554 676</b>

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	164 017	
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>		
Clients et comptes rattachés	18 821 438	16 151 166
Autres créances d'exploitation	2 551 864	18 387
<b>CREANCES DIVERSES</b>	10 022 478	11 640
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>		
<b>DISPONIBILITES</b>	213 702	
<b>TOTAL TTC</b>	<b>31 773 499</b>	<b>16 181 193</b>
<b>A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus</b>		<b>(1 293 582)</b>
<b>TOTAL HT</b>	<b>31 773 499</b>	<b>14 887 611</b>

## Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation	708 861	9 307
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>708 861</b>	<b>9 307</b>

**CER - Comptes annuels au 31/12/2020 en Euros**  
**Echéances des créances et dettes**

<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>1 an au plus</b>	<b>plus d'un an</b>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	4 870	4 870	
Clients douteux ou litigieux	1 223 387	1 223 387	
Autres créances clients	18 152 835	18 152 835	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	851	851	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	37 980	37 980	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	354 917	354 917	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 556 715	1 556 715	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	595 090	595 090	
Groupe et associés	9 977 002	9 977 002	
Débiteurs divers	51 787	51 787	
Charges constatées d'avance	708 861	708 861	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>32 664 295</b>	<b>32 664 295</b>	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice  
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés

<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>1 an au plus</b>	<b>plus d'1 an,-5 ans</b>	<b>plus de 5 ans</b>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 154 178	3 154 178		
Personnel et comptes rattachés	587 950	587 950		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	482 960	482 960		
Etat : impôt sur les bénéfices	221 291	221 291		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 916 574	2 916 574		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	91 510	91 510		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	602 719	602 719		
Groupe et associés				
Autres dettes	10 173 758	10 173 758		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	9 307	9 307		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18 240 248</b>	<b>18 240 248</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice  
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

### Impositions différées

NATURE	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>						
- Amortissements dérogatoires						
- Provisions pour investissement						
<b>CHARGES NON DEDUCTIBLES TEMPORAIREMENT</b>						
- Congés payés	312 707		335 616	312 707	335 616	
- Participation des salariés	146 915		94 016	146 915	94 016	
- Organic	22 050		26 396	22 050	26 396	
- Effort de construction						
- Compte Epargne Temps	99 099		157 770	99 099	157 770	
- Autres provisions non déductibles						
- Plus-values de fusion						
<b>TOTAL</b>	<b>580 771</b>		<b>613 798</b>	<b>580 771</b>	<b>613 798</b>	

(1) Charge fiscale déjà payée : situation fiscale différée active

(2) Charge future d'impôt : situation fiscale différée passive

**Les montants retenus concernent les bases d'imposition. Pour obtenir les impôts correspondants, il convient d'y appliquer les taux d'imposition appropriés.**

## Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			534 527
Impôts sur les bénéfices			221 291
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>			755 818
- Provision pour investissements			
- Provisions sur immobilisations			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provision spéciale de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluations dérogatoires			
<b>TOTAL</b>			
<b>RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT</b>			755 818

## Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	179 200			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

## Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		4 915 098
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		4 915 098
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		534 527
<b>SOLDE</b>		<b>534 527</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		5 449 625

## Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
EAU	12 137 477		12 137 477	12 671 829	-4,22 %
TRAVAUX	5 688 546		5 688 546	6 340 178	-10,28 %
ASSAINISSEMENT	7 648 706		7 648 706	9 879 232	-22,58 %
<b>TOTAL</b>	<b>25 474 729</b>		<b>25 474 729</b>	<b>28 891 239</b>	<b>-11,83 %</b>

Le chiffre d'affaires "Eau et assainissement" comptabilisé par la société est constitué :

Par les volumes relevés et facturés au cours de l'exercice,

Par les volumes consommés et relevés au cours de l'exercice mais non facturés,

Par les volumes consommés et estimés entre la date de la dernière relève et la date de clôture.

Ce chiffre d'affaires comprend :

Les produits du délégataire,

Les produits et redevances versés à l'Etat, aux Collectivités locales et aux agences de l'Eau.

**ENGAGEMENTS FINANCIERS  
ET AUTRES INFORMATIONS**





**Résultat des 5 derniers exercices**

<b>Date d'arrêté</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Durée de l'exercice (mois)</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
	<b>(1)</b>				
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
<b>Capital social</b>	1 792 000	1 792 000	1 792 000	1 792 000	1 792 000
<b>Nombre d'actions</b>					
- ordinaires	179 200	179 200	179 200	179 200	179 200
- à dividende prioritaire					
<b>Nombre maximum d'actions à créer</b>					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	25 474 729	28 891 239	41 776 081	37 760 014	36 160 038
Résultat avant impôt et participation, et dotations aux amortissements et provisions					
Impôts sur les bénéfices	221 291	357 964	1 073 415	900 935	830 223
Participation des salariés	94 016	146 915	371 367	369 757	304 431
Dotations aux amortissements et provisions	133 162	120 316	299 208	230 124	406 449
Résultat net	534 527	1 193 087	2 317 848	2 220 189	1 618 427
Résultat distribué					
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt et participation, et avant dotations aux amortissements et provisions	3,73	7,33	14,60	13,67	11,30
Résultat après impôt et participation, et dotations aux amortissements et provisions	2,98	6,66	12,93	12,39	9,03
Dividende attribué					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	72	68	94	96	102
Masse salariale	2 254 649	2 694 342	3 014 357	2 976 133	3 152 524
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	894 038	1 079 215	1 280 246	1 240 262	1 292 206

(1) Sous réserve de l'approbation par l'A.G.O. des comptes et de l'affectation des résultats